



Séance ordinaire du jeudi 27 septembre 2018

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-sept septembre, les
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,
Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Finances, Administration
générale, Affaires
juridiques, Patrimoine**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Daniel BOULET, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Cédric DE SAINT JOUAN, Henri de VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Julie FRÊCHE, Vincent HALUSKA, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Henri MAILLET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Patrick RIVAS, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Séverine SCUDIER, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Françoise BONNET ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Robert COTTE ayant donné pouvoir à Jean-Marc DI RUGGIERO, Titina DASYLVA ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, Clare HART ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Nicole LIZA ayant donné pouvoir à Henri MAILLET, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Annie YAGUE.

Absents :

Robert BEAUFILS, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Christophe COUR, Jacques DOMERGUE, Christian DUMONT, Audrey LLEDO.

Excusés : Gérard LANNELONGUE.

Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine SERM - Rapport des administrateurs - Exercice 2017

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales relatives aux SAEML et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Max LEVITA, Président de la SERM, présente le compte rendu des activités de la société au cours de l'exercice 2017.

1. STATUTS ET COMPOSITION DE LA SOCIETE

Au 31/12/2017, le capital social est réparti entre les actionnaires comme suit :

Actionnaires	Capital	%	Nbre d'actions	Nb admin
Ville de Montpellier	2 439 024 €	41.38%	152 439	5
Montpellier Méditerranée Métropole	1 627 504 €	27.61%	101 719	3
Département de l'Hérault	66 000 €	1.12%	4 125	1
Ville de Palavas	28 032 €	0.48%	1 752	1
TOTAL PUBLICS	4 160 560 €	70.59%	260 035	10
Groupe Caisse des dépôts et consignations	1 067 968 €	18.12%	66 748	1
Caisse d'épargne et de Prévoyance du Languedoc Roussillon	476 656 €	8.08%	29 791	1

Dexia Crédit Local	100 000 €	1.70%	6 250	1
Caisse fédéral de Crédit mutuel méditerranéen	38 400 €	0.65%	2 400	-
Chambre de commerce et d'industrie de Montpellier	32 992 €	0.56%	2 062	1
Crédit Lyonnais de développement économique	16 000 €	0.27%	1 000	-
Somimon Mercadis	1 424 €	0.02%	89	-
TOTAL PRIVES	1 733 440 €	29.41%	108 340	4
TOTAL GLOBAL	5 894 000 €	100.00%	368 375	14

Le capital social est réparti entre deux groupes d'actionnaires :

- Les collectivités locales (Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, Département de l'Hérault, Commune de Palavas,)
- Le groupe Caisse des Dépôts et Consignations et les autres types d'actionnaires (Caisse d'Epargne, Chambre de Commerce et d'Industrie, Crédit Lyonnais de développement économique, Caisse Fédérale de Crédit Mutuel Méditerranéen, Dexia Crédit Local, GCE SEM groupe Caisse d'Epargne, Somimon Mercadis).

La Ville de Montpellier détient 41,38% du capital social. Sa participation au Capital s'élève à 152 439 actions.

Le Conseil d'Administration s'est réuni quatre fois en 2017: les 21 mars, 24 mai, et 27 juin et le 28 novembre.

2. PERSONNEL

Au 31 décembre 2017, l'effectif de la société est de 77 ETP.

3. COMPTES ANNUELS

En 2017, le résultat net global à la clôture de l'exercice atteint 668 331 € pour un ensemble de capitaux propres de 30,7 M€.

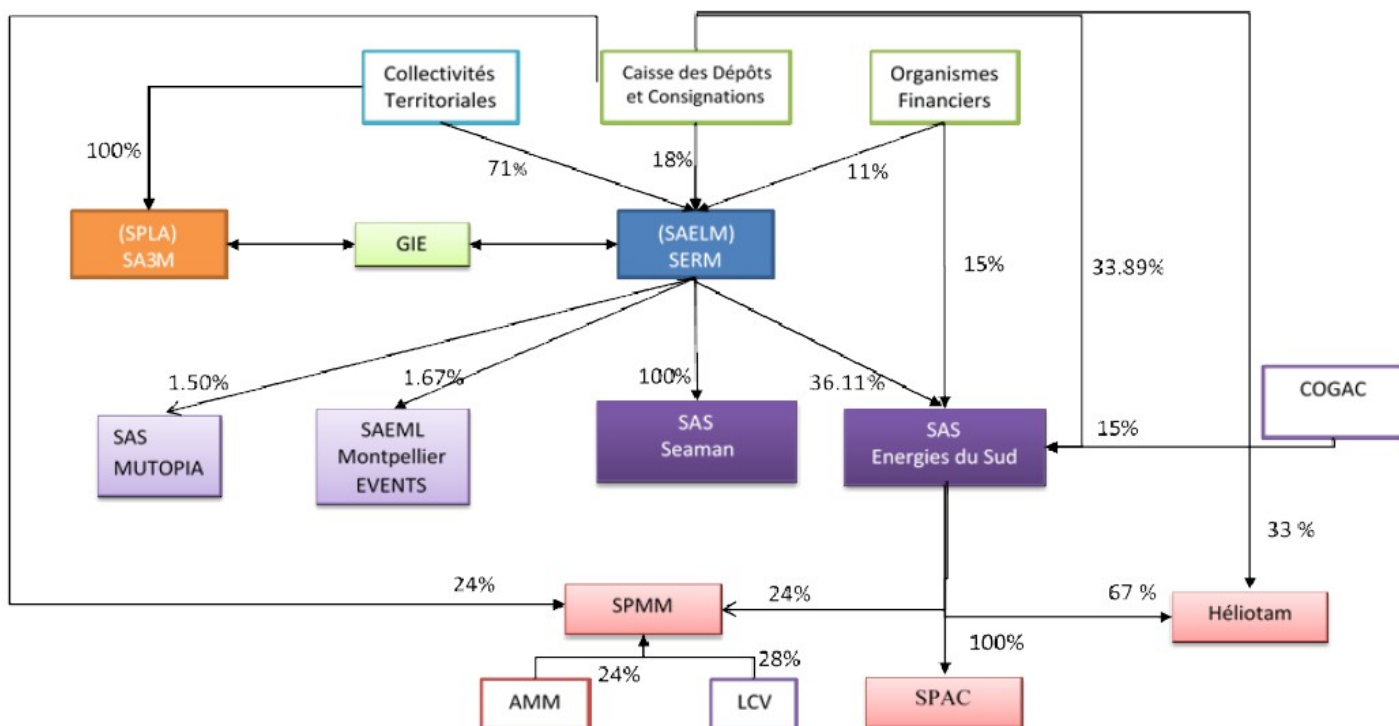
L'activité fonctionnement/aménagement de la SAEML SERM a engendré un déficit de l'ordre de 130 K€ avant IS et épargne salariale et un déficit final de 900 K€.

Le département Energie a dégagé un bénéfice de 1 630 K€ avants IS et épargne salariale et un bénéfice final de 1 568 K€, les droits de raccordement s'étant élevés à 1 789 K€ (contre 1 389 K€ en 2016).

Le chiffre d'affaires total de l'exercice 2017 atteint 66 054 K€ contre 79 632 K€ en 2016, soit une baisse de - 17 %.

4. RESULTAT DES FILIALES

La SERM contrôle plusieurs filiales ou participations présentées ci-dessous :



Au niveau des activités de gestion et filiales d'exploitation, on note une continuité de la Délégation de Service Public du Réseau Montpelliérain de Chaud et de Froid, et des activités des filiales Energies du Sud, Héliotam.

La filiale SAS Seaman est quant à elle en cours de liquidation ; cette dernière n'ayant pas été retenue dans le cadre de la nouvelle Délégation de Service Public relative à l'Aquarium et au Planétarium, contractée avec Montpellier Méditerranée Métropole.

La SERM détient aussi toujours en 2017 des participations à hauteur de 36,11% dans la SAS Energies du Sud, 99% dans la SCI Odysseum, 100% dans la SAS Seaman, 1,67% dans la SAEML Montpellier Events et 1,50% dans la SAS Mutopia.

De plus, par le biais de sa filiale, la SAS Energies du Sud, la SAELM SERM détient des participations dans la SAS Héliotam et la SAS Société Photovoltaïque Montpellier Méditerranée (SPMM).

5. ACTIVITES 2017 ET PERSPECTIVES

Les activités du secteur logement se sont notamment poursuivies sur le renouvellement urbain (Grand Cœur et Petit Bard), sur l'opération communale de Saint Brès et sur les opérations de logement Parc Marianne et Consuls de Mer.

Des travaux importants ont été réalisés notamment sur :

- les opérations à « dominante logement » comme Parc Marianne (3,2 M€), Ovalie (2,2 M€), Nouveau Saint Roch (2,2 M€), Rive Gauche (1,4 M€)
- les opérations de Renouvellement Urbain comme Petit Bard (2 M€) et Grand Cœur (1,2 M€)
- les opérations communales (6,8 M€)
- les opérations à « dominante activité économique » comme Eureka (2,7 M€).

Les prévisions d'exploitation pour l'année 2018 confirment un maintien des concessions d'aménagements pour les prochaines années avec un chiffre d'affaires prévisionnel porté à 48,8 M€ TTC ; celui-ci devrait représenter 90 % des produits d'exploitation sur la section aménagement de la société. L'activité préfigure un fléchissement sensible au niveau de l'activité de mandats. Le montant de cessions de charges foncières est prévu à la baisse de 12 M€, par rapport à 2017. Le bon niveau de ces charges foncières en 2017, tant en terrain d'activité qu'en tertiaire, s'explique par la performance de deux opérations en particulier :

- Garosud : 3,3 ha de terrain d'activité et 5 500 m² SDP de tertiaire
- Eureka : 1,1 ha de terrain d'activité et 7 600 m² SDP de tertiaire

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- d'approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEML SERM pour l'exercice 2017 ;
- d'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut l'adjoint délégué, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 3 octobre 2018

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 octobre 2018

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport 2017

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20180927-56332A-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 08/10/18
Réception en Préfecture : 08/10/18

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.